

**Nous appelons l'ensemble des salariés Hospitaliers, Territoriaux, de l'Action Sociale, du Médico-social et de l'Aide à domicile, du Public comme du Privé**

**A LA JOURNEE DE GREVE ET DE MANIFESTATION  
DU 25 JUIN 2015**

- ✓ L'empilement des projets de loi – réforme territoriale, pacte de responsabilité, loi Macron, projet de loi Santé – l'adaptation de la société au vieillissement, la proposition de loi sur la protection de l'enfance...n'ont qu'une cohérence : casser le travail social et les dispositifs sanitaires et sociaux pour les soumettre aux lois du marché.
- ✓ Les mesures du plan triennal de 10 milliards d'économies sur l'assurance maladie, dont 3 sur les hôpitaux, commencent à être connues (22 000 suppressions d'emplois programmées).
- ✓ Le projet de loi Touraine de «modernisation de la santé» qui doit passer fin septembre/début octobre au Sénat, en est aussi l'expression et la traduction, en particulier avec les regroupements d'hôpitaux prévus avec les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).
- ✓ La réforme territoriale, renforce l'offensive contre les professionnels et leur métier. Dans le même temps, les fédérations patronales du secteur social s'attaquent aux conventions collectives. C'est l'ensemble du secteur sanitaire, social et médico-social qui est attaqué, au nom de la réduction des dépenses publiques, la baisse du coût du travail et le blocage des salaires, imposées par le pacte de responsabilité.
- ✓ Personne ne s'y trompe, c'est bien l'expression de la politique d'austérité du gouvernement et l'application du pacte de responsabilité dont il s'agit.

**NOUS EXIGEONS**

- ✓ Le retrait du pacte de responsabilité et du projet de loi « santé »
- ✓ L'arrêt des fermetures de lits, de services et d'établissements,
- ✓ L'abandon de toutes les mesures d'économies qui asphyxient les établissements et les services,
- ✓ Le maintien de tous les postes et l'embauche d'effectifs qualifiés en mesure de répondre aux besoins de la population avec des conditions de travail décentes, et le maintien des jours RTT,
- ✓ La défense et l'amélioration de nos garanties collectives, des droits statutaires et conventionnels de la BASS,
- ✓ L'arrêt de la casse de la formation, des diplômés et des métiers du travail social,
- ✓ Mettre un terme aux politiques d'austérité et de baisse des dépenses publiques,
- ✓ Marquer un coup d'arrêt aux suppressions de postes et de services, comme à la casse des métiers et de la formation initiale et continue,
- ✓ S'opposer à la dégradation des conditions de travail, à la remise en cause des Conventions Collectives et à la dégradation du Service Public et de ses missions,
- ✓ Imposer la justice sociale pour l'accès de toutes et de tous aux droits sociaux fondamentaux,
- ✓ L'augmentation générale des salaires

Paris, le 17 Juin 2015